

République du Bénin



Cour constitutionnelle

GREFFE

N° 013 / CC/GEC

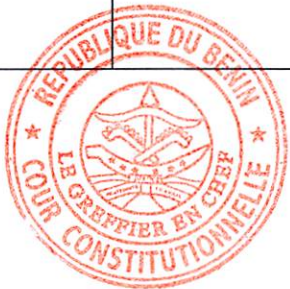
CHAMBRE DES AUDIENCES PLENIERES

RÔLE DU JEUDI 16 FEVRIER 2023

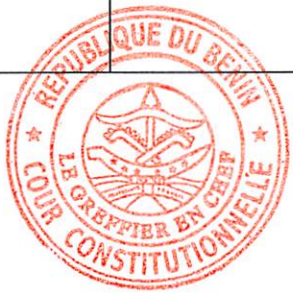
HEURE : 14 HEURES

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle à son siège
sis à Ganhi, Avenue Gouverneur Général PONTY**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	OBJET DU RECOURS	DECISIONS
1.	1592/361/REC-22 du 26/09/2022	Boundé BACHO	Recours pour détention arbitraire et violation des droits humains	
2.	2007/428/REC-22 du 30/11/2022	Salem Tonanmouankpo MANWOUMENOU	Recours pour abus d'autorité, refus d'extraction, homicide volontaire, séquestration et corruption.	
3.	1472/333/REC-22 du 07/09/2022	Pascal S. ABIDEGBE Rep/l'ONG Africa Vieillesse Plus	Recours pour violation de la Constitution.	
4.	1507/340/REC-22 du 12/09/2022	Jérôme AZONSI	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
5.	1289/291/REC-22 du 11/08/2022	François Koffi DOSSA SOSSOU	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire	



6.	0858/206/REC-22 du 07/06/2022	Aboubakar TAKOU	Recours pour abus d'autorité et violation de la Constitution	
7.	1496/338/REC-22 du 09/09/2022	Geneviève AÏHONNOU	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
8.	1203/276/REC-22 du 25/07/2022	Adjado DANHOUBO	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit domanial.	
9.	1579/356/REC-22 du 21/09/2022	Mouftaou ABOU ISSIAKOU	Demande d'intervention de la Cour pour l'aboutissement d'un projet	
10.	0661/142/REC-22 du 29/04/2022	Prosper ALLAGBE	Recours pour inconstitutionnalité de la limitation d'âge à 40 ans pour accéder aux concours de la fonction publique de la catégorie A et de Commissaire de police.	



11.	1364/318/REC-22 du 22/08/2022	Gilbert Adanchédé AGNANNON	Demande de mise en liberté d'office suite à la décision DCC 21-404 du 30 décembre 2021	
12.	1794/384/REC-22 du 24/10/2022	Prosper ALLAGBE	Recours pour inconstitutionnalité de la motivation de la décision DCC 22- 301 du 06 octobre 2022	
13.	0138/028/REC-23 du 20/01/2023	Président de la République (Délibéré prorogé)	Demande de contrôle de constitutionnalité de la loi n°2022-35 modifiant et complétant la loi n°2004- 03 du 27 avril 2006 portant création de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés en République du Bénin, votée par l'Assemblée nationale en sa séance du 07 décembre 2022	

Le présent rôle annule et remplace celui portant le n°012/CC/GEC du 09 février 2023

Cotonou, le 15 FEV 2023

Le Greffier en Chef,



Maitre Sylvestre FARRA. -